

## Proposition financière pour une mission de Maîtrise d'œuvre pour la copropriété du

**Résidence Les Nymphéas**  
**73-75 rue Brillat Savarin / 37- 41 rue de l'Amiral Mouchez**  
**75 013 PARIS**



Paris, le 10 janvier 2025



**Maîtrise d'ouvrage :**

**Syndic :** Cabinet Balzano D.HATTEZ- [d.hattez@cbt-balzano.fr](mailto:d.hattez@cbt-balzano.fr)

**Conseil syndical :** DUCLENT Alain - [aduclement@gmail.com](mailto:aduclement@gmail.com)

**Groupement de Maîtrise d'œuvre (MOE) ici dénommé « le prestataire »**

**Atelier d'Architecture ALTER EGO** (mandataire de l'équipe de Maîtrise d'œuvre)

92, Boulevard de Charonne - 75 020 PARIS

Tél : 01 53 36 02 00 – contact : Natacha BUFFA – [natacha.buffa@aaae.fr](mailto:natacha.buffa@aaae.fr)

SARL d'architecture au capital de 100.000€ - RCS Paris B 407 662 170

Code APE 71.11Z – Ordre des Architectes n°S03415

### POUGET CONSULTANTS

**Conseils et Ingénierie en efficacité énergétique  
et environnementale des bâtiments**

**Agence Ile-de-France, 81 rue Marcadet, 75018 PARIS**

**01 42 59 53 64 – [coproprietaire@pouget-consultants.fr](mailto:coproprietaire@pouget-consultants.fr)**

**SAS au capital de 250 000 € - RCS : Paris B 438 181 869 (2001B10016)**

**Numéro SIRET PARIS : 438 181 868 000 35 – code APE : 7112B**



# Objet du présent contrat

L'objectif de cette mission consiste en la mise en œuvre d'un projet de rénovation énergétique pour la copropriété du **73 rue Brillat Savarin – 59 rue de l'Amiral Mouchez 75 013 Paris**

Pour faire suite à la réalisation d'un diagnostic thermique en 2011 (par Pouget Consultants) mis à jour en 2022 (par CoproDiag) cette copropriété souhaite engager la phase de Maîtrise d'œuvre études/conception pour figer un projet définitif, le faire chiffrer et mettre au vote en assemblée générale la réalisation des travaux.

Cette offre présente la mission de maîtrise d'œuvre en 2 phases

1. Une phase forfaitaire basée sur l'étude d'un scénario de travaux élaborés pendant le DTG : études/conception (voir ci-dessous)
2. Une phase conditionnelle, conditionnée au vote éventuel des travaux : réalisation des travaux

## Programme travaux à étudier :

- Remplacement des menuiseries privatives d'origine et/ou peu performante
- Isolation des coffres de volets roulants
- Remplacement des menuiseries communes d'origine et/ou peu performante
- Réfection d'étanchéité et isolation des toitures terrasses inaccessibles
- Réfection d'étanchéité et isolation des toitures terrasses accessibles
- Amélioration de la ventilation par mise en place d'une ventilation mécanisée de type Hygro A (ou B selon étude)
- Optimisation du système de chauffage actuel (CPCU)
- Ravalement simple des murs extérieurs ou avec Isolation thermique par l'extérieur (hors emprise des balcons) et travaux connexes (entretien et traitements des balcons, garde-corps, sous-faces, etc.)

**Le coût prévisionnel des travaux à étudier n'a pas été estimé à ce stade.**

➤ **Ce programme génère un gain énergétique supérieur à 35 %**

## La Mission n°1 : Phase « Conception »

### MISSIONS OBLIGATOIRES

- Le diagnostic du bâtiment concerné par le projet [DIA] ;
- Les études d'Avant-projet [AVP] ;
- Les dossiers de déclaration préalable et autres autorisations d'urbanisme ;
- Les études de Projet [PRO] ;
- L'assistance à la maîtrise d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux [ACT].

## La Mission n°2 : Phase « Travaux »

### MISSIONS OBLIGATOIRES

- Le visa des études d'exécution [VISA] ;
- La Direction de l'Exécution des contrats de Travaux [DET] ;
- L'Assistance à la maîtrise d'ouvrage pour les Opérations de Réception [AOR] ;
- La réalisation du Dossier des Ouvrages Exécutés [DOE]
- L'accompagnement dans le financement des travaux ;
- L'ordonnancement, le Pilotage et la Coordination du chantier [OPC] ;
- Gestion des travaux privatifs dans les appartements

➤ **Cette offre est conforme au cahier des charges MOE version 2023 (APC/ARC)**

# PRÉSENTATION & MÉTHODOLOGIE

## Contact Agence Parisienne du Climat

Pour réaliser cette mission de maîtrise d'œuvre, la copropriété est éligible à l'aide de **10 000 €** de la Métropole du Grand Paris. Pour en bénéficier, il convient que la copropriété en fasse la demande auprès du conseiller.e France RENOV de l'arrondissement concerné.

Naila NADHIR (Maison Blanche)	naila.nahir@apc-paris.com
----------------------------------	---------------------------

- Cette demande doit être faite avant le vote en assemblée générale, puis, une fois La mission votée, **l'ordre de service ne devra être envoyé au prestataire qu'après réception de l'accord** de la Métropole du Grand Paris, sous peine de perdre l'attribution de la subvention.

**NB :** Cette proposition ne comprend pas l'assistance au montage et au dépôt des dossiers de subvention car pour cela, il convient que la copropriété missionne en parallèle, une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) pour la phase de maîtrise d'œuvre. Cette AMO est obligatoire pour l'obtention de l'aide financière 'Ma Prime Rénov', et elle doit être assurée par un opérateur agréé par l'Anah. Son rôle sera, entre autres, de réaliser l'ingénierie financière (enquête sociale, plan de financement, montage des dossiers de financement).

## Équipe opérationnelle pluridisciplinaire

### ■ COMPÉTENCE : ARCHITECTURE

#### Atelier d'architecture ALTER EGO (mandataire de l'équipe de Maîtrise d'œuvre)

92, Boulevard de Charonne - 75 020 PARIS

Tél : 01 53 36 02 00

SARL d'architecture au capital de 100.000€ - RCS Paris B 407 662 170

Code APE 71.11Z – Ordre des Architectes n°S03415

Responsable Projet: Vincent CABRE, architecte associé, 30 ans d'expérience – [vincent.cabre@aaae.fr](mailto:vincent.cabre@aaae.fr)

Architectes participant également au projet :

Natacha BUFFA, architecte associée, 15 ans d'expérience – [natacha.buffa@aaae.fr](mailto:natacha.buffa@aaae.fr)

Héloïse Treluyer, architecte, 5 ans d'expérience

### ■ COMPÉTENCE : THERMIQUE, VENTILATION, FLUIDE, MODÉLISATION ÉNERGÉTIQUE DU BÂTIMENT

#### Bureau d'études thermique et fluides : POUGET CONSULTANTS

81 Rue Marcadet 75018 PARIS

01 42 59 53 64

SIRET : 438 181 869 000 35

Responsable maîtrise d'œuvre : Éric PALLU – Thermicien - [eric.pallu@pouget-consultants.fr](mailto:eric.pallu@pouget-consultants.fr)

Ingénieur participant également au projet :

Eric PALLU, 9 ans d'expérience

**Nota :** Nos dossiers administratifs, de présentations et ressources (CV, qualifications, méthodologie de travail...) sont présents en annexe dans le dossier OFFRE

## Méthodologie d'intervention en milieu occupé

Une concertation entre acteurs de la maîtrise d'ouvrage, l'AMO et de la maîtrise d'œuvre :  
Dès l'Esquisse, les différentes options envisageables seront partagées pour que les membres du Conseil Syndical puissent donner leur avis.

**La méthode - Tenir compte de la présence des habitants en permanence par l'intermédiaire du conseil syndical principal relais de communication avec les habitants.**

Encourager la constitution d'un Conseil Syndical élargi aux copropriétaires souhaitant suivre sur la durée le processus, etc...

Organiser la remontée des informations : Des réunions de concertation à chaque étape clef pour la restitution de l'état des lieux et le partage du diagnostic, la présentation des différentes hypothèses envisagées. Ces réunions permettent de débattre et d'affiner le programme de travaux.

**Présentation du programme définitif des travaux, du budget/travaux et du planning de réalisation :**

Ce deuxième stade de la concertation est une présentation du choix des interventions établi par le Maître d'Ouvrage. Cette phase doit permettre une bonne compréhension des travaux projetés et de leur déroulement ; elle mérite l'élaboration de documents compréhensibles, sous forme de croquis essentiellement, et de schémas ou plans de synthèse.

**Information des propriétaires et des locataires au démarrage de la phase exécution**

Nous mettons toujours en œuvre un dispositif d'information et de communication avec le conseil syndical pour les occupants : pour assurer la sécurité, informer sur la réalité des travaux, sur le planning de principe défini et les dates d'interventions, sur la méthode d'intervention demandée aux entreprises.

**Responsabilité et assurance professionnelle de la maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre assume sa responsabilité décennale, telle qu'elle est définie notamment par les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil, dans les limites de la mission qui lui est confiée.

Pour toutes les autres responsabilités professionnelles, elle ne peut être tenue responsable, de quelque manière que ce soit, ni solidairement ni in solidum, à raison des dommages imputables aux autres prestataires participant à l'opération. La maîtrise d'œuvre supporte les conséquences financières de sa responsabilité dans les limites des plafonds de garantie fixés dans son contrat d'assurance.

Pour l'architecte membre du groupement, le contrat est conforme aux obligations d'assurance prévues par les lois n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et par les articles L. 241-1, L. 243-1-1 et L.243-9 du code des assurances, ainsi qu'aux clauses types énoncées à l'annexe I de l'article A. 243-1 du même code.

La maîtrise d'œuvre ne saurait être tenue d'anticiper l'illégalité d'une règle d'urbanisme régulièrement publiée, qu'elle soit locale ou nationale. Elle ne saurait spécifiquement assumer les conséquences de l'annulation d'une autorisation obtenue sur la base d'une réglementation annulée postérieurement.

La maîtrise d'œuvre ne saurait davantage anticiper les règles ou servitudes relevant de titres particuliers qui ne lui auraient pas été signalées par le maître de l'ouvrage. Plus généralement, il appartient au maître de l'ouvrage d'indiquer à la maîtrise d'œuvre l'ensemble des contraintes connues de lui. À défaut d'informer la maîtrise d'œuvre desdites contraintes, les dommages en résultant lui restent personnels.

Au-delà des questions d'urbanisme, la maîtrise d'œuvre n'a pas pour mission de s'assurer de la compatibilité des différentes réglementations administratives spécifiques susceptibles de s'appliquer au projet envisagé par le maître de l'ouvrage. C'est au seul maître de l'ouvrage de prendre attache avec les administrations concernées par son projet pour s'assurer de sa faisabilité au regard des règles spécifiques applicables.

# n°1 : Phase « Conception » - forfaitaire

## Description de la mission

### Diagnostic [DIA]

Sur la base des documents et informations fournis par le maître d'ouvrage le prestataire réalise tout ou partie des tâches suivantes.

#### Visites de site

Nous insistons sur les nécessités d'accès aux logements, et tous les locaux nous permettant de visualiser l'ensemble des parties concernées. Les défauts d'accès aux logements seront autant de points qui resteront en suspend ; lesquels risquent de générer des difficultés particulières et insuffisances de prise de connaissance dans le cadre de l'établissement des préconisations.

- Convocations aux visites sur place aux soins du Maître d'Ouvrage Délégué sur proposition de la maîtrise d'œuvre.
- Il est indispensable que le maître d'ouvrage délégué prévoit l'organisation des visites.

Reportage photographique lors des visites.

Dès le début de la mission, il sera demandé au Maître d'Ouvrage délégué de nous transmettre dans la mesure du possible, copie de toutes les pièces écrites et graphiques qui pourraient être en sa possession et relatives au projet ; Par exemple : dossier de plans, coupes, élévations, dossiers d'interventions anciennes, de recollement, DIU, dossiers de sinistres ...

#### Recensement des menuiseries extérieures privatives

Il sera proposé la visite de l'ensemble des appartements par l'architecte.

Il sera réalisé des relevés des menuiseries extérieures privatives d'origine et des dispositifs d'occultation.

Les typologies de menuiseries existantes sur la résidence seront recensées.

L'architecte établira un recensement de l'état de l'ensemble des menuiseries extérieures de la résidence et confirmera son avis sur les nécessités de remplacement.

Il étudiera la faisabilité de l'isolation des coffres de volets roulants.

#### Relevé et état des lieux

Le prestataire se rend sur place et vérifie, par sondages, l'exactitude des documents graphiques qui lui sont fournis. Il précise si les sondages sont destructifs ou non.

Il repère les éléments d'architecture susceptibles de retenir l'attention, soit par leur valeur d'ensemble, soit par l'intérêt d'un élément particulier. Il analyse également la typologie des bâtiments et leur mode constructif.

Le prestataire analyse les caractéristiques structurelles et techniques du ou des bâtiments et s'assure de la conformité des équipements techniques aux normes et règlements en vigueur.

Le prestataire étudie également l'accessibilité au chantier pour les futurs travaux.

Le travail de relevé in situ et "re-crédation" complète des planches graphiques n'est pas prévu à cette mission. Dans le cas d'absence totale d'éléments graphiques chez le Maître d'Ouvrage, l'Atelier d'Architecture ALTER EGO établira suivant nécessité des schémas généraux, de détails ...

Les relevés ont pour objet de renseigner le maître d'ouvrage sur l'état des ouvrages existants, les désordres éventuels et les missions d'expertise technique (si nécessaires). Attention, il ne s'agit pas de relevés d'un géomètre. Si la copropriété ne dispose pas de plans de la copropriété lisibles, il peut être nécessaire de faire appel à un géomètre pour effectuer cette mission. Ce professionnel pourra effectuer des mesures précises pour créer des plans détaillés et précis de la copropriété, qui seront utiles pour toute modification ou rénovation. Il est important de s'assurer que les plans sont à jour et précis pour garantir un bon fonctionnement de la copropriété et éviter les problèmes à l'avenir.

### Pollution des ouvrages

Le prestataire analyse les rapports des diagnostics obligatoires (Dossier Technique Amiante ; Plomb ; ...) fournis par le maître d'ouvrage. Si l'analyse fait apparaître la présence de pollutions ou de parasites, le prestataire identifie en complément du programme de travaux les opérations de dépollution/déparasitage induites.

### Analyse du fonctionnement urbanistique

La copropriété et le prestataire établissent la liste des différents organismes détenteurs d'informations ou qui seront appelés à délivrer un avis. Le prestataire collecte auprès de ces organismes les informations réglementaires applicables à l'opération envisagée.

Le prestataire analyse les dispositions d'urbanisme applicables, et précise les limites éventuelles d'accès aux voies publiques.

Le prestataire étudie la faisabilité (technique et urbanistique) de raccordement aux réseaux publics (gaz, électricité, chauffage urbain, ...).

Il prend contact avec les instances réglementaires de l'urbanisme (Direction de l'Urbanisme, Architectes des Bâtiments de France...) pour vérifier la faisabilité du projet d'un point de vue urbanistique.

### Prise en compte des habitants et usagers

Le prestataire prend en compte les attentes des occupants principalement en ce qui concerne les qualités et défauts des existants.

Pour cela, le prestataire s'appuie sur les résultats du questionnaire « Usages et Attentes » complété par les occupants et fourni par le maître d'œuvre.

### Analyse énergétique

Le prestataire s'appuie sur le rapport d'audit qui a été réalisé pour adapter le programme de travaux aux améliorations énergétiques envisagées. Il devra le mettre à jour en début de mission (eu regard aux évolutions des méthodes de calculs)

En tout état de cause, si aucun audit n'a été réalisé ou si les données fournies par l'audit ne sont pas suffisantes, le prestataire réalise tout ou partie des missions suivantes :

Examen énergétique du bâtiment, à minima :

- L'examen du bâti
- L'examen des dispositifs de renouvellement de l'air
- L'examen des dispositifs électriques des parties communes
- L'examen des installations thermiques (chauffage, eau chaude sanitaire, contrat)

Examen complémentaire du bâtiment :

- L'examen des points influençant sur le confort d'été ;
- L'examen de la qualité acoustique du bâtiment.
- Analyse des consommations réelles du bâtiment,
- Réalisation d'une modélisation énergétique du bâtiment :
  - Les éléments recueillis doivent permettre au prestataire de réaliser un calcul des besoins théoriques et des consommations d'énergie théoriques par usage.
  - Les méthodes, outils de calcul et logiciels utilisés sont explicités : le prestataire détaille les références de la méthode pour chaque usage et les hypothèses de calcul non spécifiées.
  - Une représentation des résultats sera créée selon les déperditions du bâti, l'état et les performances des systèmes, avec le modèle de l'étiquette énergie du DPE,
  - Réalisation d'un calcul réglementaire des consommations conventionnelles d'énergie primaire par la méthode TH-C-E ex ou 3CL pour les bâtiments bâtis après 1948 dans l'optique de la mobilisation des aides financières éventuelles.
  - Le prestataire justifie dans son offre le choix des missions qu'il propose de réaliser.

### Rapport de synthèse – Faisabilité technique et urbanistique

Le prestataire établit un rapport permettant de renseigner le maître d'ouvrage sur :

- L'état général du bâtiment (caractéristiques structurelles, techniques, architecturales et énergétiques)
- L'état particulier de ses éléments constitutifs et d'équipement ;
- L'éventuelle nécessité de confier des études complémentaires d'investigation au prestataire ou à des spécialistes ;
- Les opérations qu'il serait nécessaire d'engager pour lever les obstacles à la réalisation du projet.

Le prestataire organise une réunion de présentation du rapport de synthèse au conseil syndical pour approbation. (Réunion de présentation – DIA).

Le travail de diagnostic pourra mettre en évidence la nécessité de réaliser des sondages et essais in situ par entreprises spécialisées (interventions des entreprises non comprises dans cette mission). Ces éventuels sondages et essais auront pour but de parfaitement déterminer l'état des matériaux en place en vue de l'établissement des préconisations et devront être réalisés lors de la phase Avant-Projet. Demande et obtention des autorisations d'interventions ponctuelles aux soins du Maître d'Ouvrage Délégué.

En particulier, les interventions sur les complexes d'étanchéité nécessiteront des sondages préalables par une société d'étanchéité permettant de reconnaître l'état, les compositions des existants et les épaisseurs disponibles. (**Prévoir un budget d'environ 2 000€ HT**)

### Études d'Avant-Projet [AVP]

Nous proposons de fusionner les phases APS et APD en une seule phase AVP. Cette phase sera néanmoins décomposée en 2 étapes (rapport provisoire / rapport définitif).

Toute expertise technique ou diagnostic complémentaire pourra, soit être intégré(e) à cette mission, soit faire l'objet d'un contrat spécifique. Si le maître d'ouvrage décide de confier des missions spécifiques à des spécialistes, le prestataire assiste ce dernier pour l'élaboration du cahier des charges correspondant.

En phase AVP, le prestataire précise :

- La conception générale du projet.
- Il propose les dispositions techniques les plus adaptées aux objectifs fixés et identifie les améliorations énergétiques correspondantes.
- Le BET précise et quantifie les améliorations (énergétiques, acoustiques, environnementales, confort...) qu'apporte chaque disposition retenue. Il met à jour la modélisation des consommations d'énergie du bâtiment.
- Le prestataire produit une note de présentation **PROVISOIRE**, justifiant les études réalisées, les solutions retenues et expliquant les dispositions et performances techniques et énergétiques proposées.
- Cette note de présentation est complétée de pièces graphiques (plans, coupes, photos, croquis à une échelle adaptée)
- Le prestataire établit également une estimation provisoire du cout prévisionnel des travaux et estime le délai global de réalisation de l'opération.

(Diffusion du rapport **provisoire** - Réunion de présentation – AVP).

- Lors de la réunion, différents scénarios d'interventions seront présentés et seront quantifiés (gains énergétiques + estimations des coûts de travaux)
- L'AMO pourra, sur la base des différents scénarios, réaliser les estimations des subventions mobilisables.
- La maîtrise d'ouvrage pourra sur cette base valider le programme de travaux à mettre à l'étude des phases suivantes.

Assistance au maître d'ouvrage pour la sélection d'un Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé (CSPS) en phase « CONCEPTION ».

- Le prestataire évalue la nécessité de recourir à un Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé (CSPS) en fonction du projet, ainsi que le volume horaire, le nombre d'entreprise qui interviendront et le risque de coactivité de ces entreprises.

NOTA : Nous n'assurons pas la mission CSPS. Nous pourrions transmettre les coordonnées d'interlocuteurs avec qui nous travaillons régulièrement au représentant du maître d'ouvrage, sur demande.

La présente mission ne comprend pas les honoraires éventuels relatifs aux bureaux d'études techniques qui ne sont pas de notre compétence (fondations, structures, acoustique ... selon nécessité)

- A l'issue de cette étape, le prestataire arrête sur documents graphiques, les dimensions des ouvrages et précise son aspect. L'architecte définit les principes constructifs, les équipements techniques et précise la nature des matériaux mis en œuvre. Il permet au maître d'ouvrage d'arrêter définitivement le programme et certains choix d'équipements en fonction des coûts d'investissement, d'exploitation et de maintenance.

### Pollution des ouvrages

Il est important que dès le début des études, les coordonnées du coordinateur SPS missionné sur le dossier nous soient transmises, ainsi que copies des diagnostics avant travaux (**Diagnostics Avant Travaux plomb & amiante**). Sans ces documents le maître d'œuvre ne pourra établir que des approches relatives à ces points particuliers ; Insuffisances de connaissances qui pourront éventuellement entraîner à réception des interventions supplémentaires.

Sur la base des travaux envisagés et afin de valider leur faisabilité et le coût prévisionnel de l'opération, le prestataire analyse l'état de pollution des zones de l'ouvrage affectées par ces travaux.

Si l'analyse fait apparaître la présence de pollutions ou de parasites dont l'éradication est nécessaire ou si la législation rend obligatoire l'élaboration d'un diagnostic particulier (amiante, plomb, termites, champignons, etc.), il établit ce diagnostic ou propose au maître d'ouvrage de le confier à un professionnel compétent.

Toute expertise technique ou diagnostic complémentaire pourra, soit être intégré(e) à cette mission, soit faire l'objet d'un contrat spécifique. Si le maître d'ouvrage décide de confier des missions spécifiques à des spécialistes, le prestataire assiste ce dernier pour l'élaboration du cahier des charges correspondant.

Dans tous les cas, il effectue le suivi de ces investigations complémentaires et prend en compte les conclusions dans les études d'AVP.

Le prestataire produit un dossier compilant les études d'**avant-projet définitif** et comprenant à minima :

- Intégration paysagère, des plans, coupes et élévations et détails des ouvrages et des équipements ;
- Un descriptif détaillé des solutions techniques retenues (isolation thermique, isolation acoustique, systèmes de chauffage, énergies renouvelables, ...) ;
- Une notice descriptive précisant les matériaux utilisés ;
- Le prestataire établit l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux en lots séparés sur la base d'un avant-métré simplifié. L'avant-métré simplifié sera fait, pour chaque corps d'état, au moyen d'ensembles ou d'unités d'œuvres basés sur la lecture des plans.

(Diffusion du rapport **définitif** - Réunion de présentation – AVP).

## Dossier de déclaration préalable ou autres autorisations d'urbanisme

L'architecte et le BET Thermique fournissent au maître d'ouvrage l'ensemble des documents graphiques et pièces écrites nécessaires à la constitution du (des) dossier(s) de demande d'urbanisme suivant la réglementation en vigueur.

Les prestataires assistent le maître d'ouvrage pour la constitution du (des) dossier(s) administratif(s) puis pour leur instruction auprès des services concernés.

En cas de refus ou de retrait du (des) dossiers déposés pour motif d'une erreur commise par l'architecte, celui-ci reprendra ses études, dans la mesure du nécessaire, sans prétendre à une rémunération supplémentaire. Sans erreur commise de sa part, une rémunération pour le travail effectué pour le dépôt d'une nouvelle autorisation administrative sera due.

De même, dans le cas d'une copropriété changeant d'avis ou de programme après réalisation de la DP, la MOE se verra en droit de demander des honoraires complémentaires.

## Études de projet [PRO]

Cette étape a pour objectif de dimensionner précisément les améliorations à mettre en œuvre, de produire les notices de calculs et CCTP des travaux, de lever les réserves émises par le bureau de contrôle et SPS.

Cette étape permet également, de définir l'allotissement des travaux, le planning prévisionnel général et limites de prestations associées afin de répondre aux plus justes des besoins.

Fondée sur les études d'Avant-Projet (AVP), approuvées par le maître d'ouvrage ou son représentant et sur les prescriptions découlant notamment des autorisations administratives le prestataire définit la conception détaillée des ouvrages et équipements.

Le prestataire précise par des plans, coupes, et élévations, les formes des différents éléments de la construction, la nature et les caractéristiques des matériaux et les conditions de leur mise en œuvre (exigences qualitatives et fonctionnelles, contraintes réglementaires, contraintes de mise en œuvre, conditions d'essai et de réception). Il réalise ces documents aux échelles appropriées pour qu'ils soient parfaitement lisibles.

Le prestataire produit un dossier technique dans lequel il :

- Reprend et met à jour le dossier établi en AVP
- Précise si nécessaire pour le projet, l'implantation et l'encombrement de tous les éléments de structure et de tous les équipements techniques ;
- Précise, si nécessaire pour le projet, les tracés des alimentations et évacuations de tous les fluides,
- Décrit les ouvrages et établit les plans de repérage nécessaires à la compréhension du projet.

Les prestations d'études de projet, tant écrites que graphiques, sont d'un niveau de précision suffisant pour permettre :

- L'attribution sans équivoque, de la responsabilité des prestations situées à l'interface de plusieurs corps d'état ;
- L'engagement des entrepreneurs sur un prix ;
- L'établissement, sans précision complémentaire, par les entreprises, des plans d'exécution et des spécifications à usage de chantier.

Le prestataire détermine le calendrier prévisionnel du déroulement de l'opération (décomposé par lot ou par corps d'état).

## Assistance pour la passation des contrats de travaux [ACT]

### Élaboration du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)

Le prestataire assiste le maître d'ouvrage pour le choix du mode de consultation des entreprises (lots séparés, groupement d'entreprises ou entreprise générale) en fonction des modalités de réalisation du programme de travaux.

Le prestataire établit l'ensemble des spécifications détaillées des ouvrages sous la forme d'un Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) comprenant, pour chaque corps d'état :

Un document écrit descriptif des ouvrages, précisant leurs spécifications techniques ; s'il est commun à plusieurs marchés, ce document fixe les limites de chaque marché.

S'il y a lieu, des pièces annexées fournissant aux entrepreneurs des données complémentaires pour l'exécution des travaux.

Le prestataire établit le coût prévisionnel des travaux, tenant compte des spécificités des ouvrages et de leurs divers composants, et répartis suivant les différents corps d'état. Il présentera ses estimations par lot et avec un niveau de détail reprenant les grands postes du CCTP.

Pour chaque corps d'état ou lot, une cohérence totale est exigée entre le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire et le CCTP. À cet effet, les repérages des articles de ces deux documents seront identiques.

Les entreprises consultées répondront à l'appel d'offre sur la base des articles et quantités définies dans l'estimatif élaboré par le prestataire en phase PRO et tel que décrit ci-avant. Les quantités ne seront données qu'à titre indicatif, les entreprises ayant l'obligation de les vérifier et de les modifier le cas échéant, avant de remettre leurs offres de prix.

Le prestataire constitue en original le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) comprenant :

- Les pièces techniques établies lors de l'élément de mission [PRO] ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) tel que défini ci-dessus ;
- La liste des chartes et référentiels auxquels est soumise l'opération ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (ou Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ;
- Les pièces administratives nécessaires à la consultation des entreprises et notamment :
  - Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), comprenant les conditions d'exécution des prestations, de règlement, de vérification des prestations, de présentation des sous-traitants, les délais, les pénalités, etc. LE CCAP comprendra l'ensemble des clauses dérogeant à la norme NFP 03-001 ;
  - L'Acte d'Engagement (AE) ;
  - La liste des documents contractuels.

Le prestataire précise dans le DCE que les entreprises répondant à l'appel d'offre devront se baser sur la norme NFP 03-001 (Celle-ci faisant office de Cahier des Clauses Administratives Générales pour les marchés de travaux privés). S'il l'estime nécessaire, le maître d'œuvre met en avant les points importants de la norme dans le DCE.

(Envoi du dossier au maître d'ouvrage pour validation).

### Consultation des entreprises et analyse des offres

Après approbation du DCE par le maître d'ouvrage, le prestataire en fournit une version informatique pour mise à disposition des entreprises consultées et assiste le maître d'ouvrage pour lancer les consultations.

Lors de la consultation des entreprises, le prestataire :

- Assiste le maître d'ouvrage pour le dépouillement des offres ;
- Analyse, s'il y a lieu, les variantes proposées par les entreprises ;
- Demande les clarifications qu'il juge nécessaires et répond aux questions des entreprises
- Vérifie la présence des qualifications et attestations diverses des entreprises
- Établit un rapport avec tableau comparatif des différentes offres.

(Diffusion du rapport d'appel d'offres - Réunion de présentation).

Le dossier est transmis à l'AMO qui se chargera de l'ingénierie financières (délai non compris ci-dessous).

### Assistance au maître d'ouvrage dans le choix des entreprises

Le prestataire assiste le maître d'ouvrage dans la sélection des entreprises. Le prestataire déconseille le choix d'une entreprise si celle-ci lui paraît ne pas présenter les compétences techniques suffisantes. Le maître d'ouvrage s'assure de la bonne situation financière et juridique de l'entrepreneur susceptible d'être retenu pour réaliser tout ou partie des travaux.

(Réunion de présentation du projet aux copropriétaires).

### Assistance au maître d'ouvrage pour la sélection d'un CSPS en phase « TRAVAUX »

Sur la base des travaux prévus, le prestataire évalue la nécessité de recourir à un Coordonnateur Sécurité Protection de la Santé (CSPS) pour la phase « Travaux » en fonction du projet.

Le prestataire estime notamment :

- Le volume horaire (en hommes/jours) prévus pour la réalisation des travaux,
- Le nombre potentiel d'entreprises qui interviendront et le risque de coactivité de ces entreprises.
- Le prestataire informe le maître d'ouvrage sur la catégorie de chantier (entre 1 et 3) à prendre en compte pour mandater un CSPS et en déduit le niveau de compétence que ce dernier devra avoir (Conformément à la loi n°93- 1418 du 31 décembre 1993).

En revanche, le prestataire ne participe pas à la sélection du CSPS.

Si le prestataire détient les habilitations nécessaires, il peut proposer (en option) de réaliser la mission de CSPS. Dans ce cas, il décrit dans son offre l'ensemble des tâches qu'il réalise au titre de la mission de CSPS.

### Délai et planning prévisionnel de la mission n°1

MISSION N°1 : PHASE CONCEPTION	Date de livraison
<b>PARTIE FERME</b>	
Rendu du rapport de diagnostic [DIA] (après visites)	6 semaines
Rendu des études d'Avant-Projet [AVP]	9 semaines
Rendu des études de Projet [PRO]	9 semaines
Finalisation du Dossier de Consultation des Entreprises [ACT]	
Consultation des entreprises [ACT]	8 semaines

Ces délais sont relatifs au temps de travail de notre Groupement et non au regard d'un délai global d'opération.

Par exemple : Travail de 1 mois pour établissement du dossier administratif, ensuite 2 mois minimum d'instruction aux services de la Ville - les travaux objets de la demande ne pouvant commencer qu'après obtention de l'autorisation.

*NB : Toute modification du programme ou de la réglementation entraînant des modifications pourra générer un différé de délais.*

### Déroulement de la mission n°1

Le prestataire assure à minima les réunions suivantes (en présentiel ou à distance) avec la maîtrise d'ouvrage :

- Une réunion de démarrage/cadrage de la mission,
- Une réunion de présentation du DIA : présentation du rapport de synthèse au conseil syndical
- Une réunion de rendu d'AVP provisoire,

- Une réunion de rendu d'AVP définitif,
- Une réunion d'analyse des offres
- Présentation du projet en amont de l'AG de vote des travaux
- Une participation à l'Assemblée Générale de vote du budget de travaux.

*NOTA : si un organisme Assistant à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) est désigné pour établir le plan de financement du projet, le travail mené dans la présente étape doit être réalisé en concertation avec celui-ci.*

La présentation du Dossier de Consultation des Entreprises au conseil syndical pourra être envoyé par mail pour approbation.

Réunions à prévoir avec les services compétents dans le cadre du projet :

- Le prestataire présente le projet aux administrations compétentes (Services de l'urbanisme de la ville, ABF), au stade AVP, pour approbation du programme.
- Si des modifications significatives ont été opérées (après concertation entre le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage) sur le programme de travaux entre la phase AVP et la phase PRO, le prestataire présente le projet aux services de l'urbanisme (DU, ABF), pour approbation.
- Si le prestataire ou les administrations compétentes (Services de l'urbanisme de la ville, ABF) le trouvent nécessaire, le prestataire organise une réunion sur site pour valider les dispositions architecturales retenues.
- Le prestataire assure la rédaction des comptes rendus de réunion et les envoie au conseil syndical et syndic

## Rémunération de la mission n°1

La rémunération de la mission n°1 est forfaitaire

Un acompte de 30% est demandé au démarrage de la mission dès réception de l'ordre de service, puis le solde à chaque fin de sous-phases.

Prix de la réunion optionnelle (préparation et présentation) :

⇒ 0,5 jour par prestataire : 2X 400 € = **800 €**

PHASE CONCEPTION : TRANCHE FORFAITAIRE								
N° prix	désignation des prix	ARCHITECTE		POUGET		TOTAL HT	TVA	PRIX TTC
		nbre j/h	Prix HT	nbre j/h	Prix HT		20%	
1.0	Réunion de lancement : clarification de la mission, attentes des copropriétaires, validation du planning	0,5	400 €	0,3	240 €	640 €	128 €	768 €
1.1	Visites des lieux, DIAGNOSTIC suite aux visites + 1 réunion	5,5	4 400 €	5	4 000 €	8 400 €	1 680 €	10 080 €
	Visites spécifiques aux menuiseries extérieures	7	5 600 €			5 600 €	1 120 €	6 720 €
1.3	AVP études avant projet + 2 réunions de présentations au CS**	9	7 200 €	8	6 400 €	13 600 €	2 720 €	16 320 €
1.4	PRO/DCE : projet**	7	5 600 €	2	1 600 €	7 200 €	1 440 €	8 640 €
1.5	Etablissement des pièces de la Déclaration Préalable et aide au dépôt par le maître d'ouvrage**	3	2 400 €			2 400 €	480 €	2 880 €
1.6	Mise à jour de l'étude thermique sur le scénario à mettre au vote et génération d'un DPE collectif			1	800 €	800 €	160 €	960 €
1.7	ACT assistance à la passation des contrats de travaux et au choix des entreprises + visite entreprises + réunion avec le CS + 1 réunion de présentation du projet + présence en assemblée générale**	7	5 600 €	3	2 400 €	8 000 €	1 600 €	9 600 €
	<b>TOTAL MISSION HT</b>	<b>39</b>	<b>31 200 €</b>	<b>19,3</b>	<b>15 440 €</b>	<b>46 640 €</b>	<b>9 328 €</b>	<b>55 968 €</b>

\*\* honoraires à déduire de la phase 2 en cas de réalisation de la tranche conditionnelle (voir tableau d'honoraires de la tranche 2)

⇒ **TOTAL DE LA COMMANDE HT en toutes lettres :**

---

NB : Il s'agit d'une mission de co-traitance : paiement à chaque prestataire séparément : les factures de chacun des prestataires seront adressées au syndic, pour paiement. Merci de transmettre vos chèques ou virement aux adresses suivantes :

- ⇒ VIREMENT d'acompte de 30% de la part ARCHITECTE à l'ordre de l'Atelier d'Architecture Alter Ego, 92 boulevard de Charonne – 75020 Paris
- ⇒ VIREMENT d'acompte de 30 % de la part Pouget Consultants à l'ordre de POUGET consultants, 81 Rue Marcadet – 75018 PARIS

**Nota : Si les travaux sont votés, la TVA trop perçue sur 20% sera intégralement remboursée.**

**Cette phase se conclut par le vote des travaux en Assemblée Générale  
pour décider de lancer les travaux. > MOE exécution**

# Mission n°2 : Phase « Travaux »

## Description de la mission

### V I S A des études d'exécution [VISA]

Lorsque les études et plans d'exécution sont partiellement ou intégralement réalisées par les entreprises, le maître d'œuvre vérifie, apporte ses remarques, demande les modifications nécessaires pour que celles-ci soient en conformité avec le projet de conception établi en phase « CONCEPTION ».

Le maître d'œuvre appose son VISA sur les documents (plans et spécifications) si les dispositions du projet sont respectées.

La délivrance du visa ne dégage pas l'entreprise de sa propre responsabilité mais engage le maître d'œuvre. Le bureau de contrôle valide également un certain nombre de documents d'exécution. L'ensemble des documents visés feront partie du DOE.

### Direction de l'exécution des contrats de travaux [DET]

Le maître d'ouvrage convient avec le prestataire de la date d'ouverture du chantier, signe et transmet à l'autorité compétente la Déclaration d'Ouverture de Chantier (DOC). Il en adresse une copie au prestataire.

Le prestataire rédige et signe les ordres de service (OS), pour l'exécution des travaux des différents corps d'état. Il les transmet au maître d'ouvrage pour que ce dernier les contresigne. Le prestataire notifie à l'entrepreneur réalisant les travaux les ordres de service signés.

Le prestataire établira et prendra en charge la tenue d'un tableau de suivi des ordres de service. Ce tableau fera notamment apparaître les ordres de service générés par des modifications du programme de travaux en cours de chantier. Y seront mentionnés, le cas échéant, les éléments suivants : fait générateur de la modification et date, référence de la demande de modification le cas échéant, date de transmission du projet d'OS au maître de l'ouvrage, date de l'accord ou du refus du maître de l'ouvrage, date d'envoi à l'entreprise et date de réception, n° du devis éventuel de l'entreprise, retours faits par l'entreprise sur l'OS notifié.

Avant tout démarrage de travaux, le prestataire s'assure que les documents que l'entrepreneur doit fournir dans le cadre du contrat de travaux, sont fournis et conformes au dit contrat.

Le prestataire organise et dirige les réunions de chantier. Il en rédige les comptes rendus qu'il diffuse à l'ensemble des participants et intéressés.

Le prestataire, crée et met à jour un planning général des travaux, suit l'état d'avancement du chantier et la conformité des travaux avec les pièces du contrat. Il ne peut y apporter de modification sans l'accord du maître d'ouvrage ou de son représentant.

Le prestataire établit les Procès-Verbaux et rapports à destination du maître d'ouvrage.

Au titre de l'information systématique qu'il est tenu de donner au maître de l'ouvrage ou son représentant sur l'état d'avancement et de prévision des travaux, le maître d'œuvre devra notamment lui signaler, ainsi qu'au coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé, toute intervention d'une entreprise qui ne serait ni titulaire d'un marché de travaux, ni sous-traitante régulièrement déclarée.

Le prestataire vérifie les situations que lui transmet l'entrepreneur dans un délai de 5 jours à compter de leur réception et transmet les propositions de paiements et d'avenants éventuels au maître d'ouvrage pour approbation.

Le prestataire établit le Décompte Général et Définitif (DGD) en fin de chantier et propose au maître d'ouvrage le règlement du solde.

Le prestataire assiste le maître d'ouvrage dans la gestion d'éventuels contentieux en fournissant les

documents nécessaires et un avis motivé.

## **Assistance aux opérations de réception et de parfait achèvement pendant la période de garantie [AOR]**

Le prestataire notifie à l'entrepreneur en charge des travaux les opérations préalables à réception.

Le prestataire organise les visites contradictoires des travaux en vue de leur réception. Il y convie le maître d'ouvrage et l'entrepreneur en charge desdits travaux.

Le prestataire rédige les procès-verbaux et la liste des réserves éventuellement formulées par le maître d'ouvrage. Le cas échéant, le prestataire assure le suivi des réserves formulées lors de la réception des travaux jusqu'à leur levée définitive. Lorsque toutes les réserves sont levées, il établit le procès-verbal de levée des réserves.

Lorsque le représentant légal du maître d'ouvrage décide de faire exécuter les travaux de levée de réserves aux frais et risques d'un entrepreneur défaillant, ces travaux sont considérés comme faisant partie intégrante de l'ensemble des travaux de réalisation de l'opération. Les prestations de maîtrise d'œuvre nécessaires à la conception et à l'exécution de ces travaux sont à la charge du maître d'œuvre.

Le prestataire assiste le maître d'ouvrage pour la mise en service des équipements.

Le prestataire conseille le maître d'ouvrage jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement.

Le prestataire établit et signe la déclaration attestant de l'achèvement et de la conformité des travaux.

## **Dossier des ouvrages exécutés [DOE]**

Le prestataire produit le Dossier des Ouvrages Exécutés en vue de l'exploitation et de l'entretien des ouvrages. Pour cela, il collecte :

- Les plans d'ensemble et de détails conformes à l'exécution ;
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, établies ou collectées par l'entrepreneur et adressées au prestataire ; Le prestataire fournit également une notice d'utilisation de l'ouvrage (notamment concernant l'utilisation des équipements).
- Les pièces contractuelles écrites et graphiques et, dans la mesure où leur connaissance est utile à l'exploitation des ouvrages, les pièces établies par l'entrepreneur.

Si des modifications du programme de travaux ont lieu durant la réalisation, le prestataire met à jour la modélisation des consommations d'énergies (établie en phase « Conception » ou durant l'audit) à la fin du chantier.

Le prestataire use de tous les moyens dont il dispose, jusqu'à la mise en demeure, pour obtenir les pièces nécessaires à la constitution du DOE.

Les pièces du DOE des éléments collectés sont transmises, par le prestataire, en un exemplaire papier au maître d'ouvrage au fur et à mesure de leur réception. Le prestataire peut également fournir une version numérique et exploitable des pièces du DOE.

## **Suivi des consommations réelles : OPTION**

Le prestataire peut proposer en option une méthodologie de suivi des consommations (par exemple pour éviter l'effet « rebond ») après réalisation des travaux de rénovation.

Notamment, il peut proposer de réaliser un contrôle annuel des consommations réelles durant les 3 années qui suivent la livraison de l'ouvrage.

Le prestataire détaille à minima dans son offre les modalités, la durée et la fréquence du suivi qu'il propose de mettre en œuvre après réception de l'ouvrage.

## Délais et planning prévisionnel de la mission n°2

MISSION N°2 : PHASE TRAVAUX		Délai
PARTIE FERME		
Visa des études d'exécution [VISA]		4 semaines
Direction de l'exécution des contrats de travaux [DET]		Durée de chantier à définir en phase 1
Assistance aux opérations de réception [AOR]		4 semaines
Rendu du dossier des ouvrages exécutés [DOE]		2 semaines

### Déroulement de la mission n°2

Le prestataire assure à minima les réunions suivantes avec la maîtrise d'ouvrage :

- Une réunion de démarrage/cadrage de la mission,
- Des réunions de préparation de chantier,
- Une réunion de rendu de démarrage du chantier,
- Des réunions de chantier sur une base hebdomadaire,
- Des réunions de coordinations si le prestataire assure la mission d'OPC
- Une réunion de rendu DOE
- Une réunion de réception des ouvrages,

Le prestataire assure la rédaction des comptes rendus de réunion et les envoie sous 7 jours à compter de la date de la réunion.

### Rémunération de la mission n°2

Le prestataire est rémunéré à hauteur d'un pourcentage fixé à la signature du marché, qui s'applique, à programme constant, sur l'estimation définitive du coût prévisionnel HT des travaux établie par le maître d'œuvre en fin de phase « Conception ».

Le paiement de chaque situation sera effectué dans les 30 jours suivant la réception de celle-ci. Montant estimatif du coût prévisionnel des travaux (déterminé en phase « Conception »)

**NOTA :** Le cahier des charges de la maîtrise d'ouvrage n'a pas présenté de budget prévisionnel de travaux à ce stade. Afin de nous permettre de présenter les honoraires de la phase Travaux, nous nous sommes basés sur les montants estimatifs des travaux présentés dans l'audit de 2011 :

**Le montant prévisionnel de travaux, à ce stade est estimé à 2 900 000€HT**

PHASE TRAVAUX : TRANCHE CONDITIONNELLE (EXE)					
Lots suivis	ARCHITECTE			THERMICIEN	Pourcentage global phase travaux ARCHITECTE + THERMICIEN
	Lots Architecturaux			Lot Ventilation / Chauffage	
Montant prévisionnel des travaux suivis HT	2 550 000,00 €		DEDUCTION PHASE CONCEPTION **	350 000,00 €	2 900 000,00 €
Mode de calcul Phase Travaux	%	Montant de travaux HT		%	
Visa des études d'exécution [VISA] Direction de l'exécution des contrats de travaux [DET] Assistance aux opérations de réception [AOR]	à la vacation	< 150 000 €	NOTA: La phase conception sera déduite au pro-rata des travaux réalisés. Exemple: Montant de travaux selon résultats d'appel d'offres: 1 000 000€HT Montant de travaux votés et réalisés: 500 000€ HT ->Montant de déduction de la phase conception: 50% des honoraires **	10%	6,4%
	11%	de 150 001 à 300 000 €			
	=11 - (montant de travaux €HT/300 000) -	au-delà de 300 000 €			
	(Arrondi au 0,5 et avec un taux minimum 7%)				
TOTAL MISSION HT (selon budget prévisionnel S2)	7,0 %	178 500,00 €	-20 800,00 €	27 250,00 €	

## VERSEMENTS

---

Le versement des honoraires sera effectué au fur et à mesure de l'avancement des études. Les notes d'honoraires présentées doivent être réglées par le Maître d'Ouvrage dans le délai de 30 jours à réception, faute de quoi seront dus les intérêts moratoires définis par la loi n° 92.1442 du 31 Décembre 1992 (taux légal x 1,5) .

- Phase n° 2 : Acompte 30% en début de phase et ensuite suivant avancement, solde à réception des travaux.
  - 30 % à la commande
  - 65 % à l'avancement
  - 5% à la réception

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du groupement de maîtrise d'œuvre, la mission est interrompue par le Maître d'Ouvrage avant son achèvement total, les prestations réalisées au jour de l'interruption resteront dues et seront versées aux membres du groupement sur simple présentation de facture.

En cas de résiliation sur initiative du maître d'ouvrage que ne justifierait pas le comportement fautif de l'architecte, celui-ci a droit au paiement d'une indemnité de résiliation égale à 20% de la partie des honoraires qui lui aurait été versée si sa mission n'avait pas été prématurément interrompue.

## ASSURANCES

---

### ASSURANCES Alter Ego

L'Atelier d'Architecture ALTER EGO est assuré contre les conséquences pécuniaires de ses responsabilités professionnelles auprès de la Compagnie Mutuelle des Architectes Français - Police n° 108207/B.

Ce contrat est conforme à l'obligation d'assurance prévue par la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture et la loi n°78-12 du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction.

L'Atelier d'Architecture ne pourra en aucun cas être tenu responsable, ni solidairement, ni *in solidum*, des fautes commises par d'autres intervenants à l'opération ci-dessus visée.

Le Maître de l'Ouvrage devra souscrire une assurance " Dommages Ouvrage ", faire appel à un contrôleur technique et coordonnateur SPS, dans tous les cas imposés par la loi et les règlements en vigueur.

### ASSURANCES POUGET Consultants

Conformément au décret du 27 janvier 2012 POUGET Consultants est assuré pour couvrir les conséquences d'un engagement de sa responsabilité en raison de ses interventions.

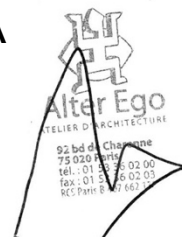
(Assurance : M.A.F. 371704/B/10, N° contrat : 220160/C, B5.1).

### Cette offre est valable 1 an

En cas d'acceptation de cette proposition, merci de nous faire parvenir ce document dûment signé :

A Paris, le 13/01/2025

- Pour l'Atelier d'Architecture Alter Ego, Natacha BUFFA



- Pour le Bureau d'études POUGET Consultants, Charles ARQUIN



A...PARIS..... le : ...../...../.....

Signature **du maître d'ouvrage** ou de son représentant (**faire précéder de « Bon pour Commande »**) :